



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la  
communication DETEC  
**Office fédéral de l'environnement OFEV**  
Section Force hydraulique - assainissements  
Division Eaux

# Cahier des charges

No simap 225526

## **Lot 1 : Évaluation externe de projets d'assainissement du point de vue de la libre migration du poisson selon l'art. 10 LFSP**

La présente procédure se conforme à la loi fédérale sur les marchés publics (LMP). Par conséquent, toute communication entre les soumissionnaires et le service demandeur est interdite durant la procédure.

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Définitions et abréviations .....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>Introduction, but du présent document.....</b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>Contexte et description de l'objet du marché.....</b>	<b>4</b>
3.1	Contexte .....	4
3.2	Objet du marché .....	4
<b>4</b>	<b>Exigences impératives : conditions de participation et critères d'aptitude .....</b>	<b>5</b>
4.1	Introduction .....	5
<b>5</b>	<b>Critères d'adjudication .....</b>	<b>9</b>
<b>6</b>	<b>Évaluation .....</b>	<b>11</b>
6.1	Phases de l'évaluation.....	11
6.2	Méthode d'évaluation .....	11
6.3	Procédure d'évaluation.....	11
<b>7</b>	<b>Structure et contenu de l'offre .....</b>	<b>12</b>
<b>8</b>	<b>Dispositions spéciales .....</b>	<b>12</b>
<b>9</b>	<b>Aspects administratifs .....</b>	<b>12</b>
9.1	Adjudicateur.....	12
9.2	Objet du marché .....	13
9.3	Conditions.....	14
9.4	Autres informations.....	15
<b>10</b>	<b>Annexes .....</b>	<b>16</b>
10.1	Annexes référencées.....	16

## 1 Définitions et abréviations

Pour faciliter la lecture du présent document, la forme générique est utilisée pour désigner les deux sexes. Les personnes de sexe féminin sont évidemment incluses.

Terminologie	Définition
CG	Conditions générales de la Confédération
OFEV	Office fédéral de l'environnement
OFCL	Office fédéral des constructions et de la logistique
Service demandeur / Service d'achat	Unité d'organisation de la Confédération au profit de laquelle l'acquisition est effectuée
LMP	Loi fédérale sur les marchés publics (RS 172.056.1)
CAP	Critère d'aptitude
LEne	Loi sur l'énergie
Charriage	Matériaux solides transportés près du fond du lit
Régime de charriage	Ampleur et variations, dans l'espace et le temps, du débit solide charrié dans un tronçon de cours d'eau, compte tenu des apports variables et des phénomènes d'atterrissement et d'érosion que cela implique.
LEaux	Loi fédérale sur la protection des eaux
OEaux	Ordonnance sur la protection des eaux
SanG	Assainissement écologique du régime de charriage
SanS	Assainissement écologique des tronçons à éclusées
Éclusées	Variations subites et artificielles du débit d'un cours d'eau
Simap	Système d'information sur les marchés publics en Suisse (simap.ch)
ST	Spécification technique
OMP	Ordonnance sur les marchés publics (RS 172.056.11)
OMC	Organisation mondiale du commerce
CAd	Critère d'adjudication

*Liste des abréviations*

## 2 Introduction, but du présent document

Le présent cahier des charges décrit les buts que le marché faisant l'objet de la présente procédure d'adjudication doit permettre d'atteindre. Il règle la procédure et la forme sous laquelle l'offre doit être remise et constitue, avec les conditions générales de la Confédération ([CG](#)), la loi fédérale du 21 juin 2019 sur les marchés publics ([LMP, RS172.056.1](#)) et l'ordonnance du 12 février 2020 sur les marchés publics ([OMP, RS 172.056.11](#)), la base de la présente procédure.

La procédure se fonde sur les dispositions de la loi applicables aux marchés soumis aux accords internationaux.

### **3 Contexte et description de l'objet du marché**

#### **3.1 Contexte**

Les révisions de la loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux, RS 814.20) et de l'ordonnance sur la protection des eaux (OEaux, RS 814.201) axées sur la renaturation sont entrées en vigueur respectivement le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> juin 2011. En vertu de l'art. 10 de la loi fédérale sur la pêche (LFSP, RS 923.0), les centrales hydroélectriques existantes qui entravent la libre migration du poisson prévue à l'art. 9 LFSP doivent être assainies par leurs détenteurs d'ici à fin 2030, quel que soit le statut de la concession.

La loi sur l'énergie (LEne, RS 730.0) prévoit que les coûts d'assainissement imputables sont entièrement remboursés aux détenteurs des centrales hydroélectriques. Pour ce qui est des nouvelles centrales ou des atteintes supplémentaires liées à l'agrandissement de centrales existantes, la compatibilité environnementale doit être garantie dans tous les domaines aux frais du détenteur.

L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) part du principe qu'environ 1000 obstacles doivent encore être assainis dans toute la Suisse en vertu de l'art. 10 LFSP. Il évalue les projets d'assainissement à différents stades de la procédure (examen préliminaire, consultation au sens de l'art. 9c, al. 2, de l'ordonnance relative à la loi fédérale sur la pêche [RS 923.01], demandes de garantie de remboursement et demandes de versement, évaluation des effets).

#### **3.2 Objet du marché**

##### **3.2.1 Objectifs et aperçu des prestations**

L'OFEV a besoin d'un soutien technique dans le cadre de l'évaluation de projets d'assainissement dans les domaines de la libre migration du poisson (lot 1) ainsi que des éclusées et du régime de charriage (lot 2). Les deux lots font l'objet d'un appel d'offres. Le présent appel d'offres vise à ce que des bureaux externes spécialisés apportent un soutien à l'OFEV (section Force hydraulique - assainissements) dans le cadre de l'évaluation de projets d'assainissement écologique de la force hydraulique dans le domaine de la libre migration du poisson.

Les prestations de base suivantes sont attendues :

- évaluation des projets ;
- rédaction de prises de position et de projets de décision ;
- élaboration d'expertises ;
- soutien dans le cadre de l'établissement d'aides à l'exécution ;
- accompagnement lors d'entretiens avec des partenaires des projets ;
- contrôle des factures liées aux projets ;
- examen de l'évaluation des effets.

##### **3.2.2 Concrétisation des prestations de base**

Les projets remis pour évaluation sont saisis par l'OFEV puis transmis, si nécessaire, au mandataire. Celui-ci procède à une évaluation matérielle et/ou financière dans le délai fixé par l'OFEV et examine dans ce contexte les aspects suivants :

- exhaustivité des documents remis et conformité de ceux-ci à la législation ;
- transparence des analyses et des résultats ;
- proportionnalité, viabilité économique et imputabilité des mesures ;
- appréciation générale, examen critique, propositions d'amélioration.

Le bureau externe consigne ses évaluations à l'intention de l'OFEV et rédige les projets de prise de position et de décision correspondants (allemand, français). Au besoin, il peut également être chargé d'élaborer des expertises.

De plus, le mandataire soutient l'OFEV dans le cadre de l'établissement ou de la révision des instruments d'aide à l'exécution liés au domaine et, le cas échéant, participe à des entretiens menés avec les cantons ainsi qu'à des séances internes à l'OFEV.

Le volume des dossiers soumis n'est que difficilement planifiable. Par conséquent, l'OFEV ne peut garantir un volume fixe de prestations. Si le besoin de soutien devrait croître ces prochaines années, il n'est néanmoins pas possible d'assurer l'acquisition de la totalité des prestations de soutien faisant l'objet du marché.

### 3.2.3 Options

Il y a lieu de partir du principe que l'OFEV aura besoin, également à l'issue du contrat, du soutien externe sous la même forme que décrite ci-dessus. Le présent marché prévoit une option de prolongation du contrat de quatre ans. Par conséquent, le soumissionnaire doit également présenter cette option dans son offre (Feuille des prix), en la désignant comme telle.

## 4 Exigences impératives : conditions de participation et critères d'aptitude

### 4.1 Introduction

Toutes les entreprises qui ont les capacités économiques et techniques nécessaires et qui remplissent les conditions de participation ainsi que les critères d'aptitude suivants sont invitées à présenter une offre.

Au moment du dépôt de son offre, le soumissionnaire doit prouver qu'il remplit sans restriction ni modification l'intégralité des exigences impératives énumérées ci-dessous (conditions de participation et critères d'aptitude). Dans le cas contraire, son offre ne sera pas prise en considération.

La charge de travail peut fortement varier d'une période à l'autre. En outre, il n'est guère possible d'estimer quand un certain projet sera soumis pour examen. Eu égard à ce qui précède, le soumissionnaire doit faire preuve d'une grande flexibilité tant matérielle que temporelle.

#### 4.1.1 Conditions de participation

Conditions de participation (CP)	Confirmations / remarques du soumissionnaire
<p><b>a) Respect des principes de la procédure ainsi que des obligations en matière d'annonce et d'autorisation</b></p> <p>Le soumissionnaire confirme que lui-même et les tiers qu'il a proposés ou engagés pour fournir les prestations (prestataires et sous-traitants) respectent les principes mentionnés dans le formulaire « Déclaration du soumissionnaire » de la Conférence des achats de la Confédération (CA) ainsi que les obligations en matière d'annonce et d'autorisation mentionnées par la loi sur le travail au noir (LTN ; RS 822.41 voir aussi l'annexe 6 LMP). Il confirme également qu'il a obligé ou obligera contractuellement ses sous-traitants à le faire.</p> <p><b>b) Justificatif supplémentaire concernant le respect de l'égalité salariale entre femmes et hommes</b></p> <p>Les soumissionnaires qui emploient plus de 100 personnes et leurs sous-traitants de premier niveau qui emploient plus de 50 personnes doivent justifier du respect de l'égalité salariale</p>	<p><input type="checkbox"/> Le formulaire « Déclaration du soumissionnaire » de la Conférence des achats de la Confédération (CA) valablement signé est fourni.</p> <p><input type="checkbox"/> La preuve supplémentaire du respect de l'égalité salariale entre femmes et hommes pour les entreprises qui emploient plus de 100 personnes est fournie sur demande dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la remise de l'offre et avant l'adjudication du marché.</p>

<p>entre femmes et hommes non seulement en signant le formulaire « Déclaration du soumissionnaire », mais également en prouvant que leurs pratiques salariales ont été vérifiées.</p> <p><b>Justificatif</b></p> <p>a) Apposition d'une signature juridiquement valable sur le formulaire « Déclaration du soumissionnaire » de la CA (annexe 4).</p> <p>Tous les soumissionnaires doivent remettre cette preuve (a) avec l'offre.</p> <p>b) Preuve que le respect de l'égalité salariale entre femmes et hommes a été vérifié par l'un des moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- outil d'autocontrôle Logib (<a href="https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/prestations/logib-triage.html">https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/prestations/logib-triage.html</a>). La feuille « Fazit (rtp_fazit) » doit être remise dûment signée ;</li> <li>ou</li> <li>- contrôles par un organe étatique. La confirmation ou le certificat attestant le contrôle doit être fourni.</li> <li>ou</li> <li>- analyses de l'égalité salariale par des tiers, pour autant que le modèle d'analyse standard de la Confédération (<a href="https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/themes/travail/egalite-salariale/controles-etatiques-dans-marches-publics.html">https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/themes/travail/egalite-salariale/controles-etatiques-dans-marches-publics.html</a>) est utilisé.</li> </ul> <p>Le document ou le certificat attestant l'analyse doit être fourni.</p> <p>Cette preuve (b) ne doit être fournie que sur demande, dans un délai de 10 jours calendaires à compter de cette dernière, après la remise de l'offre et avant l'adjudication du marché.</p>	<p>Indications, cf. annexe <b>saisir numéro</b> « Dossier d'offre »</p>
<p><b>Paiement des impôts et des cotisations sociales exigibles</b></p> <p>Le soumissionnaire confirme que lui-même et les sous-traitants qu'il a proposés ou engagés pour fournir les prestations ont payé les impôts et les cotisations sociales dues.</p> <p>Le soumissionnaire confirme également que ses sous-traitants lui en ont donné ou lui en donneront la garantie contractuelle.</p>	
<p><b>Renonciation à des accords illicites affectant la concurrence</b></p> <p>Le soumissionnaire confirme que lui-même et les sous-traitants qu'il a proposés ou engagés pour fournir les prestations renoncent à des accords illicites affectant la concurrence.</p> <p>Le soumissionnaire confirme également que ses sous-traitants lui ont donné ou lui donneront la garantie contractuelle qu'ils renoncent à des accords illicites affectant la concurrence.</p>	
<p><b>Respect des dispositions légales relatives à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles</b></p> <p>Le soumissionnaire confirme que lui-même et les sous-traitants qu'il a proposés et/ou engagés pour fournir les prestations respectent les prescriptions légales relatives à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles applicables au lieu de la prestation (lieu d'exécution effective) ; en cas d'exécution des prestations en Suisse, il s'agit des dispositions</p>	

du droit suisse de l'environnement (disponible sous le lien suivant : <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/droit/droit-de-l-environnement-en-vigueur.html>) et, en cas d'exécution des prestations à l'étranger, il s'agit des conventions relatives à la protection de l'environnement désignées par le Conseil fédéral dans l'OMP (annexe 2 OMP).

Le soumissionnaire confirme également que ses sous-traitants lui ont donné ou lui donneront la garantie contractuelle qu'ils respectent les dispositions légales du lieu de la prestation relatives à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles.

#### 4.1.2 Critères d'aptitude (CAp)

**Au moment du dépôt de son offre, le soumissionnaire doit prouver qu'il remplit sans restriction ni modification l'intégralité des exigences impératives énumérées dans l'annexe 1 (« Dossier d'offre »). Dans le cas contraire, son offre ne sera pas prise en considération.**

N°	Critère d'aptitude
<b>CAp01</b>	<p><b>Capacité économique et financière</b></p> <p>Le soumissionnaire dispose de la capacité économique et financière nécessaire à l'exécution du mandat.</p> <p><b>Justificatif</b></p> <p>Extrait du registre des poursuites ne datant pas de plus de 3 mois au moment où l'adjudicateur le demande. Pour les soumissionnaires étrangers, document officiel étranger équivalent établi récemment.</p> <p>Remarque : Le service adjudicateur vérifie les extraits de l'index central des raisons de commerce (<a href="http://www.zefix.ch">www.zefix.ch</a>) au format électronique.</p> <p>Pour les soumissionnaires étrangers, extrait du registre du commerce ou document officiel étranger équivalent.</p> <p><b>Ces justificatifs ne doivent être fournis que sur demande, après la remise de l'offre et avant l'adjudication du marché.</b></p>
<b>CAp02</b>	<p><b>Expérience</b></p> <p>Le soumissionnaire a suffisamment d'expérience dans la réalisation de projets comparables au présent mandat du point de vue de l'étendue et de la complexité des prestations.</p> <p>Il atteste en particulier son expérience dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- biologie et technique halieutiques dans le cadre de la planification/l'établissement d'ouvrages de franchissement ;</li> <li>- écologie des cours d'eau (hydrobiologie, morphologie et hydrologie) ;</li> <li>- hydraulique, aménagement des cours d'eau ainsi que fonction et exploitation de centrales hydroélectriques ;</li> <li>- coûts de construction et décomptes de construction ;</li> <li>- législation suisse et déroulement des procédures dans les domaines thématiques mentionnés.</li> </ul> <p>Les références relatives à des projets réalisés pour la Confédération ne sont admises que si les personnes de référence indiquées acceptent par écrit de fournir des renseignements sur ces projets.</p> <p><b>Justificatif</b></p> <p>Pour chaque projet de référence, il faut fournir un formulaire dûment rempli (annexe 1). L'adjudicateur se réserve le droit de joindre les personnes de contact indiquées. Ces</p>

	personnes ou leurs suppléants doivent être joignables. Les périodes de vacances doivent être indiquées.
<b>CAp03</b>	<p><b>Ressources humaines</b></p> <p>Le soumissionnaire dispose du personnel nécessaire à l'exécution des prestations décrites dans le présent cahier des charges.</p> <p><b>Justificatif</b></p> <p>Attestation écrite avec mention claire, dans la liste des collaborateurs figurant dans l'annexe 1, du personnel affecté à l'exécution du mandat.</p>
<b>CAp04</b>	<p><b>Interlocuteur unique</b></p> <p>Le soumissionnaire met à disposition un interlocuteur unique (<i>single point of contact</i>, SPOC) chargé de traiter les problèmes en lien avec le mandat et habilité à prendre des décisions.</p> <p><b>Justificatif</b></p> <p>Attestation écrite avec mention des noms, prénoms, coordonnées et fonctions de l'interlocuteur unique et de son suppléant dans l'annexe 1.</p>
<b>CAp05</b>	<p><b>Connaissances linguistiques des personnes-clés</b></p> <p>Le soumissionnaire est disposé à faire appel à des personnes-clés capables de communiquer en allemand et en français (oralement et par écrit) et qui sont en mesure d'établir et de livrer les résultats et les documentations exigés dans ces deux langues.</p> <p>Il est exigé qu'une personne maîtrise l'<b>allemand</b> et qu'une personne maîtrise le <b>français</b> (niveau B2 minimum selon le Cadre européen commun de référence pour les langues) pour chacun des domaines thématiques mentionnés. Les collaborateurs concernés doivent être à même de mener aisément des négociations dans la langue requise. Une union de personnel est admise.</p> <p><b>Justificatif</b></p> <p>Attestation écrite avec mention, dans la liste des collaborateurs figurant dans l'annexe 1, des connaissances linguistiques des personnes-clés.</p>
<b>CAp06</b>	<p><b>Remplacement de collaborateurs</b></p> <p>Le soumissionnaire s'engage à remplacer les collaborateurs affectés à l'exécution du mandat si de justes motifs l'exigent.</p> <p>L'adjudicateur évalue les prestations des personnes affectées à l'exécution du mandat par le soumissionnaire. Si celles-ci ne satisfont pas aux exigences fixées dans le présent cahier des charges et ses annexes, le soumissionnaire est tenu de s'en expliquer. L'adjudicateur décide ensuite s'il va l'obliger à remplacer dans un délai de deux semaines les personnes concernées par du personnel répondant aux exigences.</p> <p>Durant l'exécution du mandat, il peut se produire d'autres faits constituant de justes motifs (résiliation de contrat, congé de longue durée, accident, maladie, etc.). Dans tous les cas, le soumissionnaire est tenu de remplacer le collaborateur concerné par une personne possédant des qualifications équivalentes. L'engagement dans d'autres projets du soumissionnaire n'est pas considéré comme un juste motif.</p> <p><b>Justificatif</b></p> <p>Confirmation écrite dans l'annexe 1.</p>
<b>CAp07</b>	<p><b>Acceptation des conditions générales de la Confédération</b></p> <p>- CG relatives à l'achat de services (édition de septembre 2016, état de septembre 2016)</p> <p>Les CG susmentionnées s'appliquent au marché faisant l'objet du présent appel d'offres avec les modifications (compléments, adaptations, dérogations) spécifiées dans l'annexe 4 du présent cahier des charges. Les soumissionnaires qui y apportent des</p>



	<p>modifications supplémentaires (compléments, adaptations) sont exclus de la procédure.</p> <p><b>Justificatif</b></p> <p>Confirmation écrite à l'annexe 1.</p>
<b>CAp08</b>	<p><b>Acceptation du projet de contrat</b></p> <p>Le soumissionnaire s'engage à accepter sans réserve le projet de contrat figurant à l'annexe 5 du présent cahier des charges.</p> <p><b>Justificatif</b></p> <p>Confirmation écrite à l'annexe 1.</p>
<b>CAp09</b>	<p><b>Lieu de séance</b></p> <p>Le soumissionnaire accepte que les réunions se déroulent dans les locaux de l'adjudicateur (Office fédéral de l'environnement OFEV, CH-3003 Berne).</p>
<b>CAp10</b>	<p><b>Cession des droits d'utilisation et des droits d'auteur</b></p> <p>Tous les droits d'auteur liés à des produits créés et développés dans le cadre du présent mandat sont cédés à l'OFEV. Sont réservés les droits de la personnalité en matière de propriété intellectuelle, dans la mesure où la loi ne permet pas leur transmission.</p>
<b>CAp11</b>	<p><b>Échange de données</b></p> <p>L'ensemble des documents et plans spécifiques au projet sont mis à la disposition de l'adjudicateur dans le code source pour son usage propre et à des fins de traitement.</p> <p>Le soumissionnaire s'engage à fournir gratuitement à l'adjudicateur les données, qu'il aura établies en bonne et due forme.</p> <p>Les droits d'auteur sont transférés sans réserve à l'adjudicateur.</p> <p>Le règlement de la facture finale n'est exigible que lorsque le mandataire a remis à l'adjudicateur les données demandées et les autres documents aux formats électronique et papier.</p>

## 5 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication (CAAd) permettent d'évaluer les offres en leur attribuant un certain nombre de points. Les offres sont ensuite classées sur la base des points obtenus.

N°	Désignation	Nombre maximal de points	Pondération en %
<b>CAAd 01</b>	Prix	5	20
<b>CAAd 02</b>	<p>Qualification de la personne-clé dans le domaine de la biologie (formation initiale/complémentaire, références, réseau)</p> <p><i>Personne-clé Biologie</i></p>	5	30
<b>CAAd 03</b>	<p>Qualification de la personne-clé dans le domaine de la construction/du financement (formation initiale/complémentaire, références, réseau)</p> <p>Personne-clé Construction/Financement</p>	5	30
<b>CAAd 04</b>	<p>Contenu de l'offre / Analyse du mandat</p> <p><i>Mention, dans la description des prestations de l'offre, de tous les points du présent cahier des charges (max. 3 pages A4)</i></p>	5	20

CAd02 et CAd03 : Les personnes-clés disposent chacune de 2 références dans les domaines thématiques mentionnés ci-après. Une référence peut englober plusieurs domaines.

- Biologie et technique halieutiques dans le cadre de la planification/l'établissement d'ouvrages de franchissement (personne-clé Biologie)
- Écologie des cours d'eau (hydrobiologie, morphologie et hydrologie) (personnes-clés des deux domaines)
- Hydraulique, aménagement des cours d'eau ainsi que fonction et exploitation de centrales hydroélectriques (personnes-clés des deux domaines)
- Coûts de construction et décomptes de construction (personne-clé Construction/Financement)
- Législation suisse et déroulement des procédures dans les domaines thématiques mentionnés (personnes-clés des deux domaines)

L'expérience de chaque personne-clé doit être attestée dans un CV de 3 pages au maximum (par personne).

## 6 Évaluation

### 6.1 Phases de l'évaluation

Les étapes suivantes aboutissent à la décision d'adjudication :

Étape	Description de l'activité
1	Publication de l'appel d'offres sur la plate-forme simap.ch
2	Questions
3	Réception des offres
4	Examen des offres reçues (cf. ch. 9.4.3)
5	Évaluation et décision
6	Publication de l'adjudication sur la plate-forme simap.ch

*Aperçu des phases de l'évaluation*

### 6.2 Méthode d'évaluation

#### 6.2.1 Évaluation du CAd01 (Prix)

L'évaluation porte sur la somme des honoraires communiquée (rabais compris, TVA non comprise) dans la Feuille des prix (annexe 3). Les frais accessoires (frais généraux et frais usuels pour l'entreprise tels que port, papier, impressions/copies, infrastructure, assurances, etc.) doivent le cas échéant être incorporés dans les honoraires conformément aux remarques formulées dans le tableau.

Calcul des points CAd01 :  $\text{Nombre de points} = M * \frac{P_{min}}{P}$

$M$  = Nombre maximal de points (5)

$P$  = Pris de l'offre considérée

$P_{min}$  = Prix de l'offre la moins chère admise

#### 6.2.2 Évaluation des CAd02 à CAd04

L'évaluation se fonde sur les justificatifs remis dans le dossier d'offre (annexe 1).

L'évaluation se fait au moyen de notes allant de 0 à 5 :

0 = évaluation impossible ; aucune indication ;

1 = critère très mal rempli ; indications insuffisantes et incomplètes ;

2 = critère mal rempli ; indications sans lien suffisant avec le projet ;

3 = critère moyennement rempli ; qualité moyenne et conforme aux exigences ;

4 = critère rempli de manière satisfaisante ; très bonne qualité ;

5 = critère rempli de manière très satisfaisante ; excellente qualité, contribution majeure à la réalisation de l'objectif

### 6.3 Procédure d'évaluation

L'évaluation des offres remises dans les délais se fait en trois étapes.

#### 1. Examen formel

L'exactitude formelle des offres est examinée selon les critères suivants :

- respect de l'intégralité des exigences formulées sur simap et dans le présent cahier des charges (langue, période de validité, nombre d'exemplaires, etc.) ;
- non-modification des documents de soumission ;
- remise de la totalité des documents requis ;
- signatures valables juridiquement dans le dossier d'offre et sur le formulaire d'offre.

Seules les offres correctes sur le plan formel seront prises en considération dans les étapes suivantes de l'évaluation.

## **2. Examen des critères d'aptitude**

Examen de la satisfaction des critères d'aptitude (selon chap. 4). Seules les offres satisfaisant à ces critères seront prises en considération dans les étapes suivantes de l'évaluation.

## **3. Examen des critères d'adjudication**

Examen des offres restantes sur la base des critères d'adjudication. Un classement est établi sur la base des points attribués. Le marché sera attribué au soumissionnaire figurant en tête de la liste.

## **7 Structure et contenu de l'offre**

Afin de garantir une évaluation rapide et équitable, le soumissionnaire doit impérativement présenter une offre qui respecte la structure définie.

## **8 Dispositions spéciales**

Aucune

## **9 Aspects administratifs**

### **9.1 Adjudicateur**

#### **9.1.1 Nom officiel et adresse de l'adjudicateur**

##### **Service demandeur / Service d'achat**

Office fédéral de l'environnement OFEV  
Division Eaux, section Force hydraulique - assainissements  
Papiermühlestrasse 172  
CH-3003 Berne

##### **Organisateur**

Office fédéral de l'environnement OFEV  
Division Eaux, section Force hydraulique - assainissements  
CH-3003 Berne

#### **9.1.2 Les offres doivent être envoyées à l'adresse suivante :**

Office fédéral de l'environnement OFEV  
Division Eaux, section Force hydraulique - assainissements  
Évaluation des offres concernant des projets d'assainissement du point de vue de la libre migration du poisson – ne pas ouvrir  
CH-3003 Berne  
wasser@bafu.admin.ch

#### **9.1.3 Délai pour poser des questions par écrit**

**30.09.2021**

##### **Remarques :**

Les questions portant sur le présent appel d'offres peuvent être posées de façon anonyme sur le forum de questions du site [www.simap.ch](http://www.simap.ch).

Les questions posées après la date susmentionnée ne seront pas traitées.

Les soumissionnaires seront immédiatement avertis par courriel de la publication des réponses sur le site [www.simap.ch](http://www.simap.ch).

#### **9.1.4 Délai de clôture pour le dépôt des offres**

**11.10.2021**

**Prescriptions formelles :**

L'offre complète doit être remise au plus tard le 11.10.2021 en 2 exemplaires (1 sous forme papier et 1 sous forme électronique), à l'adresse indiquée au ch. 9.1.2.

- a) Remise à la réception des marchandises de l'OFCL (par le soumissionnaire lui-même ou par un coursier) :  
l'offre doit être remise au plus tard à la date indiquée ci-dessus, durant les heures d'ouverture de la réception des marchandises (8 h - 12 h et 13 h - 16 h), contre un accusé de réception de l'OFEV.
- b) Remise par voie postale :  
le sceau postal ou le justificatif avec code-barres permettant d'assurer le suivi des envois d'un office de poste suisse ou étranger reconnu officiellement est déterminant pour la date de remise (l'affranchissement par une machine d'entreprise n'est pas reconnu comme sceau postal). En cas d'envoi avec affranchissement WebStamp, le fardeau de la preuve de la remise en temps utile incombe au soumissionnaire.
- c) Remise à une représentation diplomatique ou consulaire de la Suisse à l'étranger :  
les soumissionnaires étrangers peuvent remettre leur offre au plus tard à la date susmentionnée à une représentation diplomatique ou consulaire de la Suisse dans leur pays, pendant les heures d'ouverture, contre un accusé de réception. Ils sont tenus d'envoyer ce dernier par courriel (à l'adresse indiquée au ch. 9.1.2) au plus tard à la date limite de dépôt des offres.

Le soumissionnaire doit s'assurer dans tous les cas qu'il possède une preuve du fait qu'il a remis son offre dans les délais.

Les offres remises en retard ne seront pas prises en considération et seront renvoyées à leur expéditeur.

**9.1.5 Genre d'adjudicateur**

Confédération

**9.1.6 Type de procédure**

Procédure ouverte

**9.1.7 Genre de marché**

Marché de services

**9.1.8 Le marché est-il soumis à l'accord GATT/OMC ou aux accords internationaux ?**

Oui

**9.2 Objet du marché**

**9.2.1 Genre du marché de services**

Autres services

**9.2.2 Lieu de fourniture des prestations**

Aucune exigence

**9.2.3 Durée du contrat**

48 mois à compter de la signature du contrat pour le mandat de base

48 mois pour l'option de prolongation

#### **9.2.4 Le marché est-il divisé en lots ?**

Oui

#### **9.2.5 Des variantes sont-elles admises ?**

Non

#### **9.2.6 Des offres partielles sont-elles admises ?**

Non

#### **9.2.7 Délai d'exécution**

Début : 1<sup>er</sup> janvier 2022, fin : 31 décembre 2025

### **9.3 Conditions**

#### **9.3.1 Cautions / garanties**

Aucune

#### **9.3.2 Conditions de paiement**

Le montant net de la facture électronique établie en bonne et due forme, en francs suisses et augmenté de la TVA, est payé dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Des renseignements sur la facturation électronique sont disponibles sur la page Internet suivante de l'administration fédérale :

<http://www.e-rechnung.admin.ch/f/index.php>

#### **9.3.3 Coûts à inclure dans le prix offert**

Tous les prix doivent être indiqués en francs suisses, hors TVA. Les prix hors TVA incluent les assurances, les frais, les cotisations sociales, etc.

#### **9.3.4 Communautés de soumissionnaires**

Sont admises. Les communautés de soumissionnaires doivent désigner une entreprise chargée de la direction du projet (représentation, coordination) et indiquer les noms et les rôles de tous leurs membres.

La prestation caractéristique doit en principe être fournie par l'un des membres de la communauté de soumissionnaires.

#### **9.3.5 Sous-traitance**

Admise. Si le soumissionnaire fait appel à des sous-traitants pour l'exécution des prestations, il assume la responsabilité générale du projet. Il indique les noms et les rôles de tous ses sous-traitants. La prestation caractéristique doit en principe être fournie par le soumissionnaire.

#### **9.3.6 Participation multiple de sous-traitants ou de communautés de soumissionnaires**

La participation multiple de sous-traitants et la participation multiple de soumissionnaires à des communautés de soumissionnaires ne sont pas admises.

#### **9.3.7 Rémunération pour l'élaboration de l'offre**

Aucune rémunération n'est versée.

#### **9.3.8 Langues des offres**

Allemand

#### **9.3.9 Langue du projet**

Allemand

#### **9.3.10 Validité de l'offre**

180 jours à partir de la date limite de dépôt des offres.

#### **9.3.11 Langue du dossier d'appel d'offres**

Le dossier d'appel d'offres est disponible en allemand et en français.

#### **9.3.12 Langue de la procédure**

La présente procédure d'adjudication est conduite en allemand. Cela signifie que toutes les communications du service adjudicateur sont faites au moins dans cette langue.

### **9.4 Autres informations**

#### **9.4.1 Conditions pour les pays n'ayant pas adhéré à l'accord de l'OMC**

Aucune

#### **9.4.2 Conditions générales**

Sont applicables les conditions générales (CG) de la Confédération suivantes : [CG relatives à l'achat de services \(édition de septembre 2016, état de septembre 2016\)](https://www.beschaffung.admin.ch/bpl/fr/home/auftraege-bund/agb.html), disponibles sous <https://www.beschaffung.admin.ch/bpl/fr/home/auftraege-bund/agb.html>

#### **9.4.3 Examen et rectification des offres**

L'examen des offres s'effectue conformément à l'art. 38 LMP. La rectification des offres s'effectue exclusivement aux conditions et sur la base de l'art. 39 LMP, sur demande explicite du service adjudicateur.

#### **9.4.4 Maintien du secret**

Les parties traitent de manière confidentielle tous les faits et informations qui ne sont ni notoires ni accessibles à tout un chacun. En cas de doute, elles traitent les faits et informations de manière confidentielle. Elles s'engagent à prendre toutes les mesures que l'on peut raisonnablement attendre d'elles du point de vue économique et toutes les mesures techniques et organisationnelles possibles pour protéger les faits et informations confidentiels contre l'accès et la prise de connaissance par des tiers non autorisés.

L'adjudicateur n'enfreint pas l'obligation de garder le secret lorsqu'il communique des informations confidentielles au sein de son propre groupe de sociétés (ou au sein de l'administration fédérale) ou aux tiers auxquels il fait appel. Il en va de même pour le soumissionnaire lorsque la transmission d'informations confidentielles est nécessaire à l'exécution du contrat ou lorsque des dispositions du contrat sont communiquées au sein de son propre groupe de sociétés.

Sans autorisation écrite de l'adjudicateur, le soumissionnaire ne peut se prévaloir d'une collaboration en cours ou achevée avec l'adjudicateur, pas plus qu'il ne peut indiquer celui-ci comme référence.

Les parties imposent l'obligation de garder le secret à leurs collaborateurs, à leurs sous-traitants, à leurs fournisseurs et aux autres tiers auxquels elles font appel.

#### 9.4.5 Clause d'intégrité

Le soumissionnaire et l'adjudicateur s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la corruption. Ils s'abstiennent en particulier d'offrir ou d'accepter de l'argent ou tout autre avantage. En cas de manquement à cette clause, le soumissionnaire doit verser une peine conventionnelle à l'adjudicateur. Le montant de cette peine s'élève à 10 % de la valeur du contrat, mais à 3000 francs au moins par infraction.

Le soumissionnaire prend note du fait que tout manquement au devoir d'intégrité entraîne en principe la révocation de l'adjudication ainsi que la résiliation anticipée du contrat par l'adjudicateur pour juste motif.

#### 9.4.6 Autres indications

Les entreprises impliquées jusqu'ici dans le mandat sont expressément admises au présent appel d'offres.

En vertu de l'art. 21a, al. 2, OMP, l'avantage concurrentiel est compensé dans le sens où les entreprises correspondantes doivent joindre les documents suivants au présent cahier des charges (annexe 6).

- Checkliste Sanierungsprojekt
- Vorlage Stellungnahme BAFU Anhörung Sanierungsprojekt
- Vorlage Antrag Zusicherung Finanzierung Sanierungsprojekt

D'autres documents pertinents pour le mandat sont disponibles sur la page suivante :

<https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/eaux/info-specialistes/mesures-pour-la-protection-des-eaux/renaturation-des-eaux/aide-a-l-execution---renaturation-des-eaux--.html>.

#### 9.4.7 Exclusion

L'entreprise Amberg Engineering AG, 8105 Regensdorf-Watt, qui a apporté son soutien dans le cadre du présent appel d'offres, est exclue de la participation à la soumission en raison de sa préimplication.

## 10 Annexes

### 10.1 Annexes référencées

N°	Titre	À remplir par le soumissionnaire	À titre d'information
1	Dossier d'offre	x	
2	Déclaration CA	x	
3	Feuille des prix	x	
4	CG		x
5	Projet de contrat		x
6	Documents de l'adjudicataire <ul style="list-style-type: none"> <li>- Checkliste Sanierungsprojekt</li> <li>- Vorlage Stellungnahme BAFU Anhörung Sanierungsprojekt</li> <li>- Vorlage Antrag Zusicherung Finanzierung Sanierungsprojekt</li> </ul>		x



*Aperçu des annexes référencées*